



**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2026-23**  
**PORTANT SUR LA REGLEMENTATION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT EN VUE DE**  
**TRAVAUX POUR TRAVAUX DE CREATION D'UNE VOIRIE**  
**AU NIVEAU DE L'AVENUE CHARLES DE GAULLE**

**Le Maire de la Commune de Lesches**

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants, relatifs aux pouvoirs de police de la circulation et du stationnement du Maire,

**Vu** les articles R 27 et R 225 du code de la route,

**Considérant** que l'entreprise TPIDF représentée par Monsieur Olivier JUGEAU, 120 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 77400 LAGNY-SUR-MARNE, doit effectuer des travaux en vue d'une création d'une voirie situés avenue Charles de Gaulle du 18 mai 2026 au 17 août 2026,

**ARRÊTE**

- Article 1** Pendant la durée des travaux, l'entreprise TPIDF devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la voie publique, notamment la mise en place de balisage annonçant les travaux.
- Article 2** **La vitesse des véhicules sera réduite à 30km/h à hauteur du chantier.**  
**Pendant la durée des travaux le stationnement et le dépassement seront interdits des deux côtés de la chaussée, sauf pour les engins de chantier.**  
**S'il y a basculement sur chaussée opposée, la circulation sera alternée manuellement.**
- Article 3** L'entreprise TPIDF doit mettre en place, préalablement à l'ouverture du chantier, une pré-signalisation et une signalisation de positions réglementaires, suffisantes et efficaces.

**REMISE EN ETAT DES LIEUX**

- Article 4** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire est tenu de faire enlever tous les décombres, terre, dépôts de matériaux, gravas et immondices, de réparer immédiatement tous les dommages qui auraient été causés au domaine public à ses dépendances, de rétablir dans leur premier état les fossés, talus, accotements, chaussées ou trottoirs qui auraient été endommagés et d'enlever la signalisation de chantier.
- Dès lors que le pétitionnaire procède à une réfection de la chaussée ou de ses abords, ce dernier garantit pendant un an le maître de l'ouvrage routier, à compter de l'achèvement des travaux de réfection. En cas de malfaçon ou de non-respect des dispositions fixées, le gestionnaire du réseau routier sera autorisé après mise en

demeure non suivie d'effet dans les 10 jours, à exécuter les travaux soit en régie, soit à l'entreprise, aux frais du pétitionnaire.

**Article 6**

Ampliation adressée, pour exécution, chacun en ce qui le concerne à :

- Brigade de la gendarmerie d'Esbly,
- Entreprise TPIDF  
[tpidf@tpidf.fr](mailto:tpidf@tpidf.fr)

Fait à Lesches, le 04/05/2026,  
Le Maire, Nicolas LECLERE.

